

Bruxelles, le 30.10.2019  
C(2019) 7956 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 30.10.2019**

**modifiant la décision de la Commission C(2017)4757 du 6.7.2017 relative à la mesure  
individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le  
11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30.10.2019

**modifiant la décision de la Commission C(2017)4757 du 6.7.2017 relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9 paragraphe 1 ,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Par sa décision C(2017)4757 du 6.7.2017 la Commission a adopté une mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.
- (2) Afin de renforcer la réponse européenne aux besoins de la population burundaise en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'accès à une source d'énergie renouvelable, une augmentation de la contribution de l'Union européenne s'avère nécessaire. La contribution de l'Union européenne passera donc de 95 000 000 EUR à 121 000 000 EUR.
- (3) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>. L'assistance prévue doit aussi respecter la décision (UE) 2016/394 du 14.3.2016 du Conseil relative à la conclusion de la procédure de consultation avec la République du Burundi au titre de l'article 96 de l' accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part<sup>4</sup> .
- (4) Il convient dès lors de modifier la décision C(2017)4757 conformément aux règles détaillées applicables conformément à l'article 24 du règlement (UE) 2018/1877.
- (5) La présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> JO L 73 du 18.3.2016, p. 90.

DÉCIDE:

*Article unique*

La décision de la Commission C(2017)4757 du 6.7.2017 relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement est modifiée comme suit :

- (1) à l'article 2, premier alinéa, les mots "95 000 000 EUR" sont remplacés par les mots "121 00 000 EUR";
- (2) l'annexe est intégrée par l'annexe de la présente décision modificative.

Fait à Bruxelles, le 30.10.2019

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*